

EPSTEIN | DECLARATION OFFICIELLE DU PDCI-RDA RELATIVE À L'AFFAIRE EPSTEIN

Le PDCI-RDA suit avec une grande préoccupation, les développements internationaux liés à l'affaire Jeffrey Epstein, citoyen américain, personnage mondialement connu, non pour ses activités financières, mais pour son implication dans un vaste réseau d'exploitation sexuelle des mineurs.

Les ramifications de cette affaire qui ne relève pas d'un simple scandale international, continuent de soulever des interrogations sur les réseaux sociaux d'influence, des complicités et des systèmes de protection au plus haut niveau dans plusieurs pays, y compris notre pays, la Côte d'Ivoire.

L'affaire EPSTEIN Met a nu l'existence de réseaux d'influences opaques, de complicités protégés et d'un système ou pouvoir, argent et exploitation de mineurs se croisent dans une logique profondément immorale.

A ce stade des révélations et des investigations internationales, des interrogations concernant la Côte d'Ivoire s'impose.

Dans la presse internationale et sur les réseaux sociaux, des personnalités proches des cercles du pouvoir actuel, contemporaines ou défuntés sont cités.

D'une part le régime aurait signé des accords d'assistance sécuritaire avec des partenaires étrangers, notamment en matière de surveillance des communications téléphoniques et numériques.

Dans un contexte où ces technologies ont été utilisées ailleurs pour espionner des opposants, des journalistes, des citoyens, la question est simple : Ces outils servent-ils la sécurité nationale ou le contrôle politique des citoyens ivoiriens ?

D'autre part, des informations circulent quant à l'implication présumée des proches du sommet de l'état dans des réseaux de pédocriminalité aujourd'hui au cœur d'investigations internationales liées à l'affaire EPSTEIN.

Le PDCI-RDA ne formule pas d'accusation.

Mais le PDCI-RDA pose des questions et exige des réponses sur des allégations de collaborations relevées par la PRESSE INTERNATIONALE.

Par exemple le gouvernement peut-il indiquer aucune connaissance du passé judiciaire de Jeffrey Epstein condamné aux États-Unis en 2008-2009 pour des infractions sexuelles impliquant des mineurs au moment où des interactions, contacts ou relations d'affaires avaient été engagés avec lui ou son réseau aux alentours de 2011-2012 ?

Le gouvernement ivoirien ne peut pas se réfugier derrière le silence ou l'argument commode de la " rumeur " lorsqu'il s'agit de soupçons liés à l'exploitation sexuelle de mineurs, l'exigence morale est absolue.

Notre pays ne peut se permettre d'être éclaboussé, même indirectement par des allégations aussi graves sans que toute la lumière ne soit faite.

Dans une république digne de ce nom, la morale et la protection des enfants est au dessus de toute considération politique.

Dans une démocratie véritable, la surveillance des citoyens ne peut se faire dans l'opacité. Si les faits évoqués sont faux, qu'on ne prouve aux ivoiriens.

S'ils sont vrais qu'aucune protection politique ne fasse obstacle à la justice.
L'OPPOSITION NE SE TAIRA PAS face à des soupçons aussi graves.

La moralité publique et la crédibilité de L'ÉTAT sont en jeu. Les ivoiriens ont droit à la VÉRITÉ de la part de leur gouvernement,

Fait à Abidjan le 17 février 2026

Le service de Communication du PDCI-RDA



Remarque : Le PDCI ne s'étant pas informé sur le fait que Thiam Tidjane qui réclame des selfies à tous ceux qui sont plus ou moins connus ne figure pas sur la liste des impactés de l'affaire l'affaire Epstein. Le service de communication du PDCI s'est cru à l'abri.

ET Voilà l'arroseur arrosé : Nul doute que c'est Tidjane Thiam qui a fait pondre ce chiffon de communiqué.

Mais pour ne pas se trouver face à la justice, ils ont signé « service de communication du PDCI.



L'arroseur arrosé ; l'intelligence commande de vérifier les faits et gestes avant d'incriminer sans preuves. A bon entendeur salut